



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/17102025/15

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202574-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

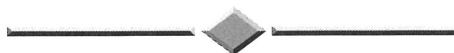
Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025





15 CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE MOYENS AU TITRE DU PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Programme de Réussite Éducative (P.R.E.), initié par l'État dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale de janvier 2005, s'adresse aux enfants de 2 à 16 ans présentant des signes de fragilité ou ne bénéficiant pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à leur développement, sur les territoires prioritaires de la politique de la Ville.

À Rouen, la gestion financière et administrative du P.R.E. est assurée par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), tandis que la gestion opérationnelle du programme est confiée à la Direction de l'Enfance et de l'Éducation de la Ville de Rouen.

Compte tenu des moyens spécifiques mobilisés par la Ville au titre du Programme de Réussite Éducative, il est nécessaire d'actualiser et de renouveler la convention avec le C.C.A.S., adoptée par le Conseil Municipal lors de sa séance du 2 octobre 2025.

L'actualisation concerne plusieurs domaines :

- Le montant des rémunérations (salaires et charges sociales) de deux coordonnateurs, de deux référentes de parcours et d'un chef de projet (à hauteur de 10 %) versé par la Ville sera refacturé annuellement au mois de décembre au C.C.A.S., sur présentation d'un titre de recette et d'un état récapitulatif des salaires. La convention est accompagnée d'annexes détaillant les conditions de mise à disposition de personnel municipal auprès du C.C.A.S.
- Les locaux municipaux, les équipements informatiques, d'impression et téléphoniques seront mis à disposition à titre gratuit par la Ville de Rouen au C.C.A.S.
- La participation financière de la Ville versée au C.C.A.S. au titre du P.R.E. est intégrée dans la subvention globale d'équilibre versée au C.C.A.S.

La présente convention prend effet le 1er janvier 2025 et est conclue pour une durée d'un an et sera renouvelée par tacite reconduction sans pouvoir excéder 3 ans.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de mise à disposition de moyens au titre du P.R.E.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et son article L.2121-29,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.512-6 et suivants,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

VU la Délibération du Conseil Municipal du 2 octobre 2025,

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/15

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202574-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



VU les Conventions de mise à disposition de moyens et de personnels municipaux au titre du programme de réussite éducative jointes en annexe,

CONSIDÉRANT que la Ville soutient le Programme de Réussite Educative comme axe fort de sa politique éducative,

CONSIDÉRANT que la gestion opérationnelle de ce programme est confiée à la Direction de l'Enfance et de l'Education (Ville de Rouen),

CONSIDÉRANT que sa gestion administrative et financière est assurée par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.),

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. remboursera à la Ville le coût des moyens humains mis à disposition au vu des justificatifs qui seront présentés,

CONSIDÉRANT que la Ville participera financièrement,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser et de renouveler la convention de mise à disposition des moyens apportés par la Ville au C.C.A.S., pour une durée d'un an avec tacite reconduction ne pouvant excéder trois ans.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de mise à disposition de moyens au titre du P.R.E.,
2. autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition d'agents,
3. précise que les dépenses et recettes en résultant seront imputées respectivement au chapitre 011 (charges à caractère général) et 012 (charges de personnel et frais assimilés), selon la nature des dépenses réalisées.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Marie DESBORDES
Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.